



Universiteit
Leiden
The Netherlands

**Insécurité Alimentaire et stress politique au Guéra, Tchad 1965-2006:
Étude de l'impact à long terme des violences sur la production
agricole, l'organisation sociale et l'accès aux services de santé**
Nakar Djindil, S.

Citation

Nakar Djindil, S. (2021, November 24). *Insécurité Alimentaire et stress politique au Guéra, Tchad 1965-2006: Étude de l'impact à long terme des violences sur la production agricole, l'organisation sociale et l'accès aux services de santé*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3244045>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3244045>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

III. CADRE DE L'ETUDE : POURQUOI LA RÉGION DU GUÉRA AU TCHAD

Le Tchad en un coup d'œil

Situé au cœur du continent africain entre le 7^{ème} et 24^{ème} degré de latitude Nord et les 13^{ème} et 24^{ème} de longitude, occupant une superficie de 1,284,634 Km², le Tchad est entouré par six pays tout aussi problématiques, ce qui contribue à son instabilité et sa fragilité croissante : La Libye, le Nigéria, le Niger, le Soudan, le Cameroun et la Centrafrique (carte 1). Le Tchad n'a pas accès à la mer et dépend des ports de Douala (Cameroun) et de Port Harcourt (Nigeria) pour ses exportations et importations. Aussi à l'intérieur du pays, le réseau routier comporte des défaillances, rendant ainsi la circulation routière pénible et augmentant ainsi l'isolation du monde rural d'approvisionnements sanitaires et alimentaires ; surtout en saison pluvieuse, certaines zones rurales à déficit céréalier sont carrément inaccessibles.

Administrativement, le Tchad compte dix-huit régions, contenant cinquante départements et deux cents sous-préfectures, quatre cent quarante-six cantons et sultanats et des collectivités traditionnelles. Une administration lourde et complexe et souvent démotivée qui freine constamment les démarches d'institutionnalisation des projets de développement, de recherches et les initiatives locales de développement.

Le Tchad possède un écosystème diversifié mais une grande partie du territoire est confrontée aux accidents climatologiques ayant des répercussions sur les activités agricoles et pastorales qui constituent pourtant la base de l'économie et de l'alimentation de la majorité de la population. La zone saharienne (50% du territoire) comporte un paysage désertique et montagneux la steppe, les dunes et des ergs); recevant une faible pluviométrie d'environ 300 mm par an, la zone sahélienne (40% du territoire) est une plaine semi-aride, avec des savanes arbustives et recevant une pluviométrie d'environ 500 mm par an, enfin la zone soudanienne (10% du territoire) est constituée par deux bassins des fleuves (Chari et Logone) composée des forêts clairsemées, des savanes boisées et arborées recevant une pluviométrie annuelle entre 700 et 1200-1300 millimètre. La dépression de Djourab à 116 mètres est le point le plus bas par opposition au pic d'Emi-Koussi qui culmine à 3,413 mètres. Le Tchad héberge le Lac Tchad, la plus importante réserve d'eau dans la région du Sahel qui est en train de se réduire d'année en année due au changement climatique (Magrin & Christine, 2012) . La gestion du Lac Tchad est régionale (Cameroun, Tchad, Nigeria, Niger) et fait l'objet d'instabilité et de tension continue à cause des activités de Boko Haram (International Crisis Group, 2017).

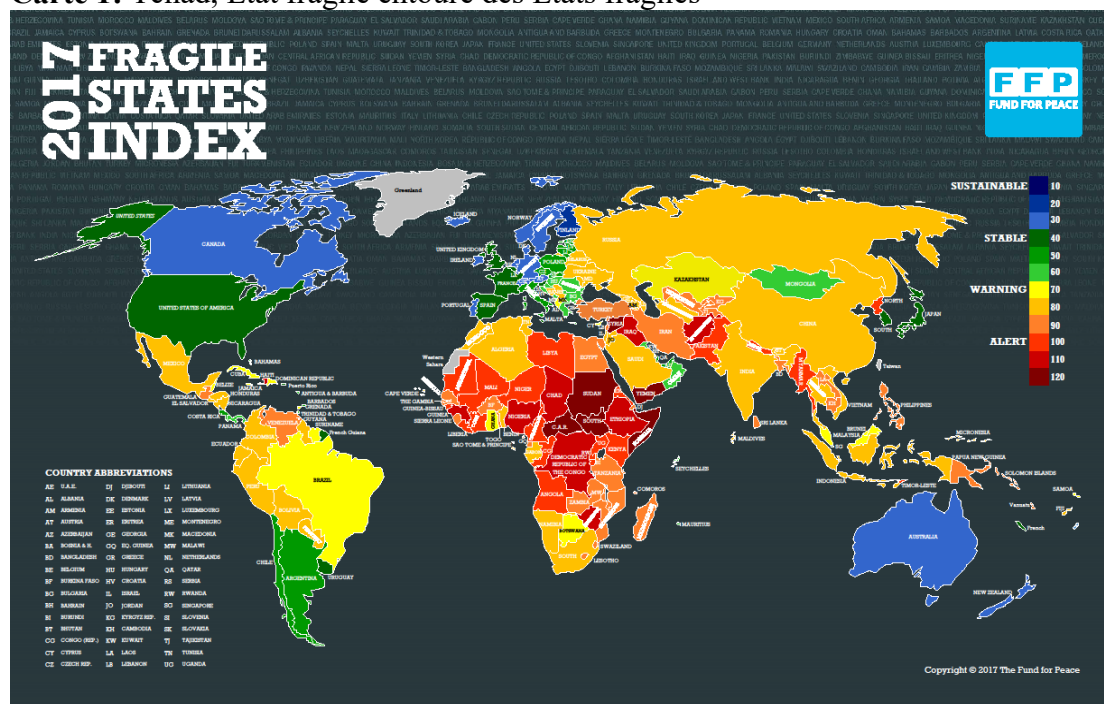
Fragilité géographique

Le Tchad est l'ancien berceau des royaumes du Soudan central¹ ou transitait le commerce des esclaves avec des combats intenses et des razzias (Azevedo, 1982). Le Tchad est devenu colonie française en 1900, proclamé république en 1958, puis obtient son indépendance le 11 août 1960 (Lanne, 1998). L'évolution politique du Tchad est marquée par l'instabilité politique et des crises chroniques, conséquence des conflits armés, d'une administration déficiente, de la corruption, et du recours systématique à la violence (Azevedo, 1998 ; Ardit, 2003). Juste quelques mois après son indépendance, le Tchad était plongé dans des conflits politico-militaires, qui semblaient avoir pris fin avec le démantèlement du régime dictatorial de Hissène Habré le 1^{er} Décembre 1990 mais, demeure un pays perpétuellement fragile et régi par la violence. Placé 8^{ème} pays en zone d'alerte élevé sur 178 états les plus fragiles du monde avec un indice de fragilité de 109.4 (Messner, 2017), cet indice confirme la continuité de l'instabilité politique interne², régionale (carte 1) (International Crisis Group, 2016) et la dégradation des conditions de vie. La fragilité politique du Tchad est double (interne et externe) (Hansen, 2013). Les amendements apportés à la constitution, la levée de la limitation du mandat présidentiel à deux mandats et de l'âge maximal à 70 ans, favorisent le maintien au pouvoir d'un même Président (Idriss Itno Déby 5 fois). Ce système électoral cause des irrégularités et provoque des troubles sociaux avec des manifestations et des contestations sociales fréquentes. Les reports des élections législatives à des dates inconnues entraînent la prolongation du mandat des députés, compromettant ainsi la légitimité du parlement et empêchant toute concertation et discussion respectables et concrètes entre le pouvoir, l'opposition et la société civile. Une grande partie de la population vit continuellement dans le stress. La détérioration des conditions socio-économiques et sanitaires en témoigne.

¹L'empire du Kanem, et les sultanats du Baguirmi et Ouaddaï, où s'exerçait le commerce transsaharien, surtout celui des esclaves vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Voir p.ex. Reyna (1990).

²Entre 1959 et 2006, la constitution du Tchad a été révisée dix fois et changée par plusieurs amendements. La constitution pré-indépendance, adoptée en mars 1959 a été modifiée à l'indépendance en 1960 en une loi constitutionnelle. En 1962, une révision qui a renforcé le pouvoir de Ngarta Tombalbaye. En 1965 a éliminé tous les rivaux au profit du parti au pouvoir, le PPT. En 1973, le Président Tombalbaye a révisé la constitution afin de favoriser son mouvement d'*authenticité* et réaffirmer des valeurs indigènes. Après un coup d'État militaire en 1975, où Tombalbaye a été tué, une nouvelle révision de la constitution a eu lieu, à la suite des négociations de 1978 afin d'établir une coalition et créer un poste de 1^{er} ministre. En 1982, Habré, devenu président, a dissout le gouvernement existant et promulgué la loi fondamentale, un document qui a servi de constitution intérimaire jusqu'en 1988, et remplacé successivement en 1989 par une loi constitutionnelle, une charte nationale en 1991, une charte de transition depuis 1993, avant l'adoption de la constitution en 1996...

Carte 1: Tchad, État fragile entouré des États fragiles



La fragilité régionale (externe) du Tchad, s’observe sur la carte ci-dessus. Le Tchad est au centre de polémiques liées à Boko Haram avec les Lac-Tchad (Cameroun, Nigeria, Niger), les violences résultant de la chute de Kadhafi en Libye et des conflits au Mali, la désintégration du Soudan, les catastrophes et conflits sanglants de la République Centrafricaine (Marchal, 2013; Handy, 2007; Toubiana, 2011). En adoptant une stratégie de guerrier défenseur de la sous-région, l’autorité tchadienne s’investit fortement dans les actions militaires au détriment des engagements pour le bien-être de son peuple. Une attitude qui a des répercussions néfastes sur le développement socio-économique, la justice et le bien-être de la population (Géraud, 2013; Adoum, 2012).

Population jeune, en perpétuelle croissance

Selon le dernier recensement de 2009, la population tchadienne est estimée à 11,1 millions d’habitants et atteindrait 15,1 millions d’habitants en 2018. Les données du RGPH2 confirment la prédominance des femmes et des jeunes de moins de 15 ans. L’âge moyen de la population est de 19,7 ans alors que l’âge médian est de 14,8 ans. Avec un taux de croissance annuel de 3,53%, et une natalité de 47,90‰ la population tchadienne est en croissance continue malgré quelques dépressions dues aux périodes de guerre civile 1963-65, 1978-1985 et des sécheresses. Une population inégalement répartie sur le territoire, dont 81% vit en zone rurale, la densité moyenne est de 7,2 habitants/Km², et 47% est concentrée sur 10% de la superficie

totale (partie méridionale), ce qui pèse sur les ressources naturelles provoquant l'épuisement des terres et parfois déclenchant des conflits. Plus d'un ménage sur cinq (22 %) est dirigé par une femme et chaque ménage compte en moyenne, 5,8 personnes. L'espérance de vie a connu une amélioration depuis 1964 (passant de 38 à 53), mais reste faible par rapport à ASS (INSEED, 2012). Au Tchad, un enfant sur huit meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Le taux de mortalité est de 13,60‰ et celui de la mortalité infantile est de 87,90‰ avec des écarts importants entre les régions. Dans la région du Wadi Fira le taux de mortalité infanto-juvénile des dix dernières années est le plus faible (67 ‰) (EDS-MICS 2014-15).

Avec un score de fraction ethnique de 0.77, le Tchad est culturellement très diversifié ; environ 200 ethnies divers groupes ethniques (BCR, 1993). L'arabe et le français sont les langues officielles, et environ 120 langues et dialectes locaux sont parlés. L'Islam est la religion dominante ; les musulmans constituent 53,1 % de la population, les chrétiens 34,3% et les animistes et autres représentent 10,4 % de la population et vivent surtout dans le sud du pays (RGPH2, 2009). À cause des conflits et tensions dans les pays voisins, la population tchadienne est rehaussée d'environ 4% par des réfugiés venant de la République Centrafricaine, du Soudan, du Nigéria, du Cameroun et de la République Démocratique du Congo (UNDP, 2016). Le système éducatif demeure faible en qualité et en performance par rapport à la sous-région. Selon MICS 2010, le taux brut de scolarité est estimé à 52% au niveau primaire et à 19,9 % au niveau secondaire. L'analphabétisme demeure critique, l'un des plus élevés de la sous-région et estimé à 78%, avec des taux alarmant parmi les adultes de 15 ans et des femmes. La proportion d'hommes alphabétisés est environ trois fois plus élevée que celle des femmes (35% contre 12%) (DAPRO 2010). Le taux de scolarisation des filles croit faiblement et demeure insignifiant dans la sous-région. La corruption s'invite également dans le système éducatif. Le recrutement du personnel, la création des instituts et écoles ne correspondent pas aux critères normaux. Ceux qui possèdent de l'argent, même s'ils ne sont pas instruits, peuvent créer des structures de formation professionnelle et des écoles privées. Les institutions et universités en langues arabes en font partie (Digra, 2017). Les perspectives de la jeunesse tchadienne sont obscures. Le chômage, le manque d'instruction appropriée et la sous valorisation constituent des obstacles et des atteintes aux droits de la jeunesse. Une situation qui favorise l'aliénation de la jeunesse au groupes extrémistes (chrétiens, musulmans), l'augmentation des tensions sociales, la violence, la délinquance (De Bruijn, 2018a). Et qui reflète bien l'image du jeune africain, désavantagé, vulnérable et marginal au sens politique et économique (Abbink, 2005). Les jeunes tchadiens ont un portrait identique à ceux décrit par Abbink, des jeunes qui

grandissent dans de conditions de crise et de bouleversement issu du long processus historique, forgé par le colonialisme autoritaire, l'échec de l'État post-colonial et un engagement généralement problématique avec la modernité matérielle.

Précarité socio-économique

Depuis plus d'une décennie, le Tchad demeure toujours parmi les cinq derniers pays les plus pauvres du monde (IDH, 2000-2019). Avec un taux moyen de pauvreté de 55%, qui atteint 87% en milieu rural selon l'Indice de Développement Humain de 2016. Malgré une croissance économique satisfaisante, soutenue par les revenus tirés de la production pétrolière, la pauvreté touche plus de la moitié de la population (MEPCI, 2013). La précarité des conditions socio-économiques montre bien les difficultés de l'État à gérer les biens publics de façon équitable et d'offrir des services sociaux de base adéquats à la population.

Selon CCA (Common Country Assessment), la pauvreté humaine au Tchad se manifeste à travers cinq principales indicateurs : la faim et la malnutrition résultant essentiellement du déficit et de l'insécurité alimentaire ; la forte mortalité maternelle et infantile conséquence de l'accès limité des femmes aux services de santé de la reproduction ainsi que de l'exposition des enfants à des maladies infectieuses et parasitaires; la forte incidence du VIH/SIDA et du paludisme due à la non utilisation des moyens de prévention et de protection ; l'accès limité à l'eau potable et aux service d'assainissement résultant de l'insuffisance et du dysfonctionnement des points d'eau modernes, des latrines et des systèmes d'évacuation ; et la forte déscolarisation au primaire causée par l'inaccessibilité économique liée au coût et à la perception de l'école (CCA-Tchad, 2004).

Depuis l'Indépendance en 1960, le niveau de la croissance économique a été faible, les courtes périodes de croissance modérée ont été souvent suivies de profondes dépressions à cause de l'instabilité politique. Entre 1960 et 1970, période caractérisée par de graves troubles sociaux, ce taux a été en moyenne quasiment nul. De 1990 à 1997, le taux annuel moyen a graduellement augmenté passant de 2,2% (1990-1995) à 4,0% (1995-1997) pour atteindre et se maintenir au-delà de 6% à partir de 2001. Cette croissance économique temporaire est due à la redevance pétrolière qui alimente le budget de l'État depuis 2004. Entre 2010 et 2011, la croissance du PNB a ralenti fortement, passant de 14,3% à 2,8% en 2011³ due à la décroissance des activités du secteur primaire. Le secteur primaire, qui compte pour 46% dans le PIB, a connu une baisse

³ Ce ralentissement de l'économie tchadienne est dû principalement à la baisse d'activité dans le secteur primaire dû aux conflits (Perspective Économique Afrique 2012).

de 5,1 % de la production agricole vivrière à cause de l'instabilité politique et climatique en 2011 (PEA, 2012). Depuis 2003, l'économie tchadienne est fortement tributaire de l'activité pétrolière, alors que le secteur agricole et artisanal, qui fait vivre la majorité de la population, est totalement ignoré. La baisse des cours mondiaux du pétrole et l'instabilité imposée par les actions des mouvements djihadistes et de la secte Boko Haram menacent fortement l'économie tchadienne surtout dans les zones rurales sans défenses. Le financement militaire et la prise en charge des réfugiés des pays voisins (Soudan, RCA) ont également eu des impacts sur les finances publiques avec des répercussions négatives sur la population (OCDE, 2016).

Face à la baisse des recettes de l'État et à la crise financière qui en a découlé, le gouvernement a adopté des mesures en vue de renforcer l'assainissement et la consolidation budgétaires, notamment par un effort soutenu dans la collecte des recettes non pétrolières et par leur plus grande sécurisation. Cette attitude amène la société civile et les syndicats à organiser des manifestations pour dénoncer ce plan d'urgence gouvernemental qui dégrade davantage les conditions de vie de la population. Le Tchad est continuellement confronté à des tensions sociales à cause de la mauvaise gestion des recettes de l'État et la corruption, qui entrave la réalisation des projets socio-économiques majeurs. La liberté d'expression et l'accès à une justice équitable demeurent de problèmes majeurs pour la majorité de la population (Amnesty, 2013-2018).

Dégradation continue des indicateurs sanitaires et nutritionnels

En matière de santé, le profil épidémiologique des tchadiens est caractérisé par des maladies endémiques et épidémiques, ainsi que certaines pathologies non transmissibles qui causent d'importantes cas de morbidité et de mortalité. Selon l'OMS, le paludisme demeure toujours un problème majeur de santé publique et le taux de prévalence du VIH est de 1,6% dans la population générale et de 2,9 chez les femmes enceintes. Les cas de tuberculose ont augmenté passant de 6.200 cas dépistés en 2007 à 12.305 cas en 2014, et la co-infection TB/VIH représente 46,6% des cas de tuberculose. Parmi les maladies sous surveillance épidémiologique, le Tchad n'a plus notifié de cas de poliomyélite depuis 2012 et n'a plus connu d'épidémie de méningite A depuis la campagne de vaccination avec le MenAfriVac (2011-2012). Cependant les maladies non transmissibles tels que le diabète, l'hypertension artérielle, les cancers, les maladies cardio-vasculaires, prennent de l'ampleur (WHO/CCU/18.02/Tchad, 2018).

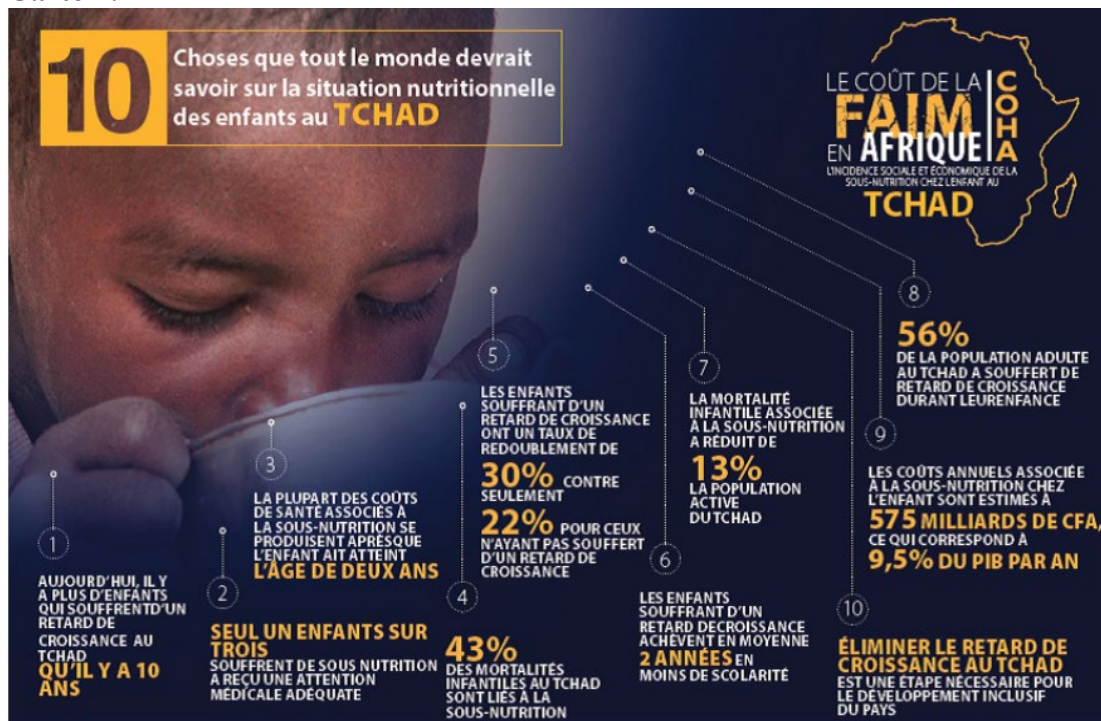
La couverture vaccinale reste encore très faible surtout dans les zones rurales. Pour chacun des vaccins, le pourcentage d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois va de 15% à moins de 50%. Selon le rapport de l'UNICEF, pour tous les types de vaccins aucune tendance dans la couverture vaccinale ne semble visible au cours du temps sur tout l'étendu du Tchad. En outre, la couverture sanitaire limitée et l'insuffisance de la qualité de soins contribuent à des niveaux très élevés de mortalité infantile et maternelle. La capacité opérationnelle des services de soins demeure dérisoire et le secteur privé médical à but lucratif est encore faible et ne se limite que dans les villes. La médecine traditionnelle est de plus en plus sollicitée et constitue une option prioritaire pour de nombreuses personnes, surtout en milieu rural et péri-urbain. Les insuffisances du système de santé sont aussi aggravées par un faible accès à l'eau potable et à des problèmes d'hygiène et d'assainissements de santé. Moins du tiers de la population (31,3%) a accès à l'eau potable dont 11,2% utilisent l'eau de robinet et 20,1% l'eau des fontaines publiques. La majorité de la population s'approvisionnent en eau de surface (fleuve, rivière et mare) et en milieu rural seulement 32,7% de la population ont accès à l'eau potable (DHMA, 2010).

Sur le plan nutritionnel, la comparaison des résultats de l'EDS-MICS 2014-2015 avec ceux des enquêtes précédentes révèle une légère amélioration de l'état nutritionnel des enfants. La prévalence du retard de croissance a diminué de 45 % en 1996-1997 à 40 % en 2014-2015. D'une manière globale, la malnutrition touche encore 44,2% de la population et la malnutrition aigüe atteint le seuil critique de 15% dans la plupart des régions : près de 40% des enfants souffrent de malnutrition chronique. Cependant près de 2 femmes de 15-49 ans sur 10 sont maigres et 12 % présentent un surpoids ou sont obèses. C'est parmi les femmes ayant un niveau d'instruction supérieur que le surpoids ou l'obésité est la plus élevée (42 %). Entre 1997 et 2014, la situation nutritionnelle des enfants s'est fortement dégradée, à cause d'une part de la pauvreté croissante et de l'affaiblissement continu de production agricole (EDS-MICS 2014-2015). Les budgets alloués aux secteurs des services sociaux ne concourent guère à l'accessibilité de la population aux soins à cause des détournements et des corruptions (Djindil, Tabo, & Toinar, 2007). L'accès aux services sociaux de base demeure un problème crucial pour la majorité, mais inquiétant pour le monde rural y compris les nomades qui demeurent les plus vulnérables (Wiese, 2004).

L'étude sur le coût de la faim effectué en 2016, révèle que 56,4 pour cent des adultes tchadiens ont souffert d'un retard de croissance dans leur enfance, soit plus de 3,4 millions d'individus en âge de travailler empêchés d'atteindre leur plein potentiel. Ceci conduit à une diminution de

63,7 milliards de FCFA de la productivité économique et, une augmentation des frais de santé liés à la malnutrition estimée à 168,5 milliards de FCFA (carte 2 ci-dessous), (COHA, 2016).

Carte 2: Situation nutritionnelle des enfants au Tchad



Source : Étude sur le coût de la Faim au Tchad 2016 (COHA 2016)

La carte 3 montre les conséquences et charges lourde de la faim sur l'avenir d'une nation.

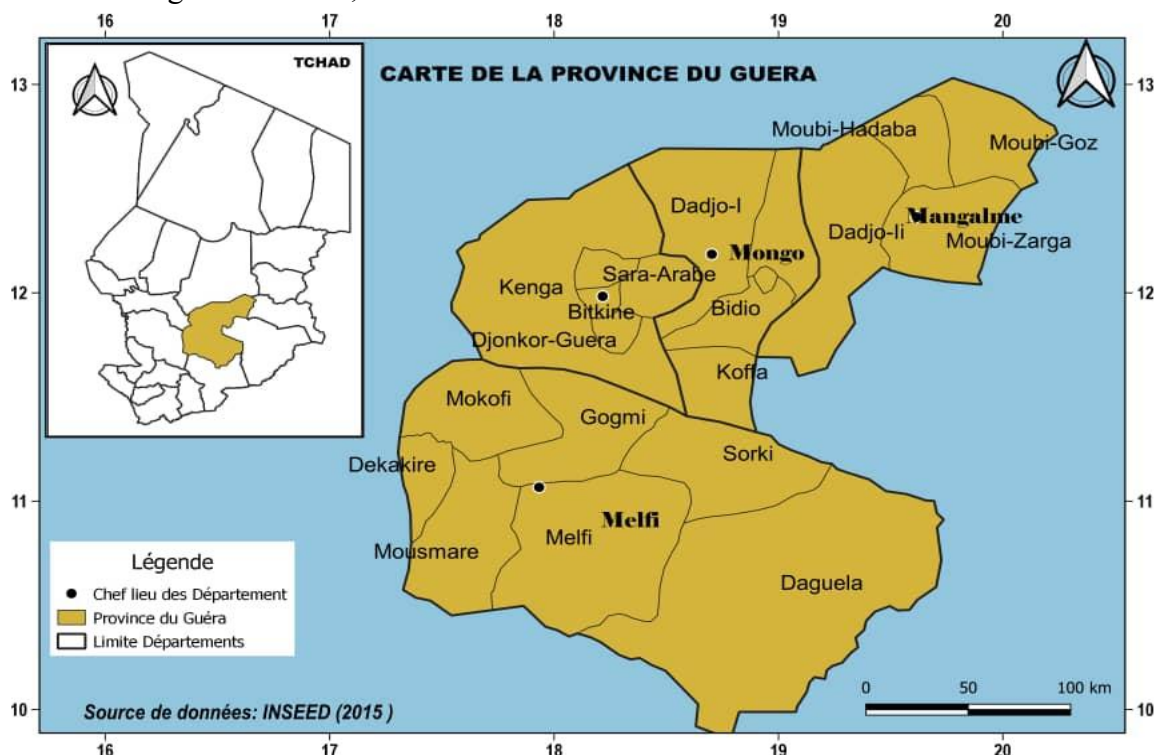
Carte 3: Conséquences du coût de la faim au Tchad



Source : Étude sur le coût de la faim au Tchad (2016)

Dans l'ensemble, la situation socio-économique, sanitaire et nutritionnelle du Tchad diffère d'une région à l'autre, d'un village à l'autre. Cette différence est d'une part due aux conditions structurelles, mais, d'autre part liée à l'histoire des crises politiques vécues par la population et la pression continue des services étatiques. Notre étude se focalise sur la région du Guéra (carte 4), pour comprendre comment le stress politique a affecté les ressources indispensables à la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages ruraux.

Carte 4: La région du Guéra, au Tchad.



Spécificité de la région du Guéra

D'une manière générale, les médias et les scientifiques révèlent que le Tchad est double, qu'il se compose d'un « Nord » et d'un « Sud »⁴. La région du Guéra n'est ni l'un ni l'autre ! Comme le mentionne Paul-Simon Handy, si la fracture environnementale entre le Nord et le Sud a quelque chose de crédible, la dichotomie entre un Nord présumé arabisé et un Sud non arabe est plutôt une simplification excessive qui ne reflète pas la fragmentation complexe des divers groupes de population du Tchad. De plus, la dichotomie ne donne aucun sens à la répartition géographique des communautés ethniques au Tchad, où un groupe de population important

⁴ Le fait que le Sud soit par bonheur ou malheur économiquement « utile » à la France, à l'encontre des régions sahéniennes et sahariennes, où l'on ne trouvait aucune ressource directement exploitable, le réseau scolaire y était plus dense, mais la scolarisation ne fut jamais poussée plus loin (Buijtenhuijs 2007).

(environ 33% de la population totale) vit dans le centre du pays et ne correspond pas aux catégorisations habituelles (Paul-Simon, 2008). À vrai dire, le Guéra est situé au centre du Tchad, entre le 10^{ème} degré et la 12^{ème} latitude Est et le 18^{ème} et le 20^{ème} degré de longitude Nord (Magrin & Raimond, Atlas du Tchad, 2012). C'est un carrefour en ballottage entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, le théâtre de nombreux conflits, le réservoir de forces valides recrutées pour toutes les rébellions au Tchad, et demeure une zone fragile et fortement sollicitée par les opposants armés (International Crisis Group, 2009).

La région du Guéra est composée de 21 cantons répartis dans cinq départements : Barh Signaka, Abtouyou, Mangalmé, Garada. Mongo est le chef-lieu et le siège du gouverneur et des organisations non gouvernementales qui interviennent dans la région. Couvrant 5% (58,950 Km²) de la superficie nationale, le Guéra abrite le massif central Tchadien⁵ qui culmine à 1,700 m avec le Mont Guéra, dont toute la région porte le nom. Elle représente une grande variabilité cosmopolite avec différentes zones écologiques, socioculturelles et ethniques : environ 27 ethnies regroupées sous le nom commun « Hadjeray », signifiant montagnards ou « hommes de rochers » en arabe (SIL, 2000). En reprenant le terme de Fuchs, chaque ethnie est une fédération de clans avec sa propre langue, coutume, culture et organisation sociale (Fuchs, 1997). La religion traditionnelle, Margay⁶ dirigeait toute la vie culturelle, sociale et personnelle des Hadjeray (Vincent, 1975). Le culte de Margay est en voie de disparition au profit de l'Islam ; selon le BCR, 89,4% de la population est musulmane (BCR, 1993).

La population est estimée 553,795 habitants et, à 85,8%, majoritairement rurale avec une importante proportion dans les préfectures de Mongo et Bitkine. C'est une population à dominance féminine (53,8% contre 46,2% d'hommes), et jeune (47,8% a moins de 15 ans). On observe une prédominance masculine dans la tranche d'âge de moins de 15 ans. Cependant, dans la tranche de 15-59 ans, les femmes sont majoritaires. Ceci implique un taux de dépendance de 125 plus élevée que la moyenne nationale et donc une charge démographique forte à supporter (INSEED, 2003), constituant un facteur de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

L'économie locale est basée sur la culture pluviale des céréales accompagnées de légumineuses et d'oléagineux (souvent cultivés par les femmes sur de petites superficies), et l'élevage

⁵Il s'agit de la chaîne d'Abu Telfan qui culmine au Mont Guedi à 1506 m à l'Est de Mongo, le Mont-Guéra qui culmine à 1613 m au niveau de Bitkine et de Abtouyou, et l'ensemble montagneux au sud dans la zone de Melfi.

⁶Le Margay est la religion de nombreuses personnes. Des villages entiers étaient forcés par des rebelles de détruire leur margay et de se convertir à l'Islam.

(sédentaire et transhumant). L'agriculture encore traditionnelle (les agriculteurs utilisent les moyens rudimentaires (houe)), occupe 93% de la population et constitue la principale activité de survie (consommation et revenu).

L'élevage occupe une place importante dans l'économie de la région⁷, mais ne concerne qu'une minorité ethnique et est souvent source de conflit entre agriculteurs et éleveurs. Les sécheresses (1914, 1920, 1944, 1960, 1969-74, 1984-85) ont eu des effets très importants sur la conduite de l'élevage. Entre 1969-1974, à cause de l'insécurité, les éleveurs n'ont pas pu commencer tôt le repli vers les zones soudaniennes. Ce qui a entraîné une véritable hécatombe des bovins (Bonnet & Guibert, 2014). À cause de l'instabilité politique et des sécheresses permanentes, de nombreux éleveurs se sont convertis à l'agriculture. D'autres associent l'élevage à l'agriculture, ce qui augmente de plus en plus la pression de la population sur des terres cultivables. Les activités non agricoles telles que l'artisanat et la cueillette constituent un support pour atténuer les déficits agricoles et renforcer la sécurité alimentaire.

Le Guéra est parmi les régions les plus pauvres du Tchad, plus de 63% de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté (INSEED, 2005). Les indicateurs socio-économiques sont parmi les plus faibles du pays. L'insécurité alimentaire chronique dans la région accentue la malnutrition et les infections chez les enfants. Les taux de malnutrition chronique et aiguë chez les enfants de moins de cinq ans se situent au-delà de la limite considérée comme alarmante par l'OMS⁸ avec une variabilité prononcée entre les villages. Il en est de même pour la mortalité infantile. L'accès aux services sociaux de base demeure un problème majeur pour la majorité de la population. Les institutions publiques sont rares et peu efficaces à cause de la mauvaise gouvernance, des mutations fréquentes⁹ et de la pression des autorités nationales.

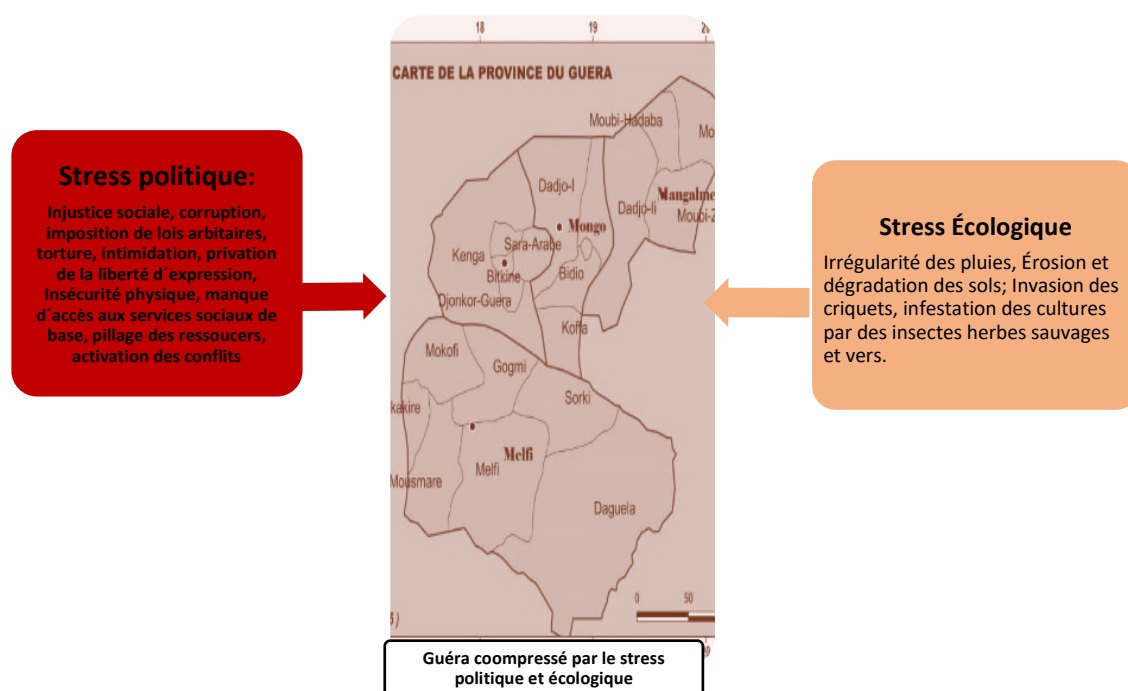
Pour faire une recherche sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en rapport avec les impacts à long terme du stress politique et écologique, deux raisons primordiales nous ont amenée à choisir la région du Guéra : sa situation géographique et son histoire politique. Le graphique 1 illustre la pression des facteurs stressants sur les habitants de la région du Guéra.

⁷ Selon les estimations du SDEA, la région du Guéra disposait en 2001 de 987,251 bovins, 79,603 ovins, 157,890 caprins, 151,856 équins, 34,096 asins et 240,744 camelins. (SDEA Hydraulique Pastorale 2001)

⁸ Selon l'OMS, lorsque la prévalence de la sous-nutrition aiguë chez les enfants de 6-59 mois est >10%, la situation est considérée sérieuse. Quand la prévalence de la sous-nutrition aiguë chez les 6-59 mois est > 15% ou quand elle est supérieure à 10% en présence de facteurs d'aggravation, la situation nutritionnelle des enfants est critique et une réponse urgente est nécessaire.

⁹ Durant toute la période de notre travail de terrain, il y a eu presque chaque année un nouveau gouverneur,

Figure 3: La région du Guéra compressée par le stress politique et écologique



Source : Conception de l'auteur, Nakar Djindil Syntyche

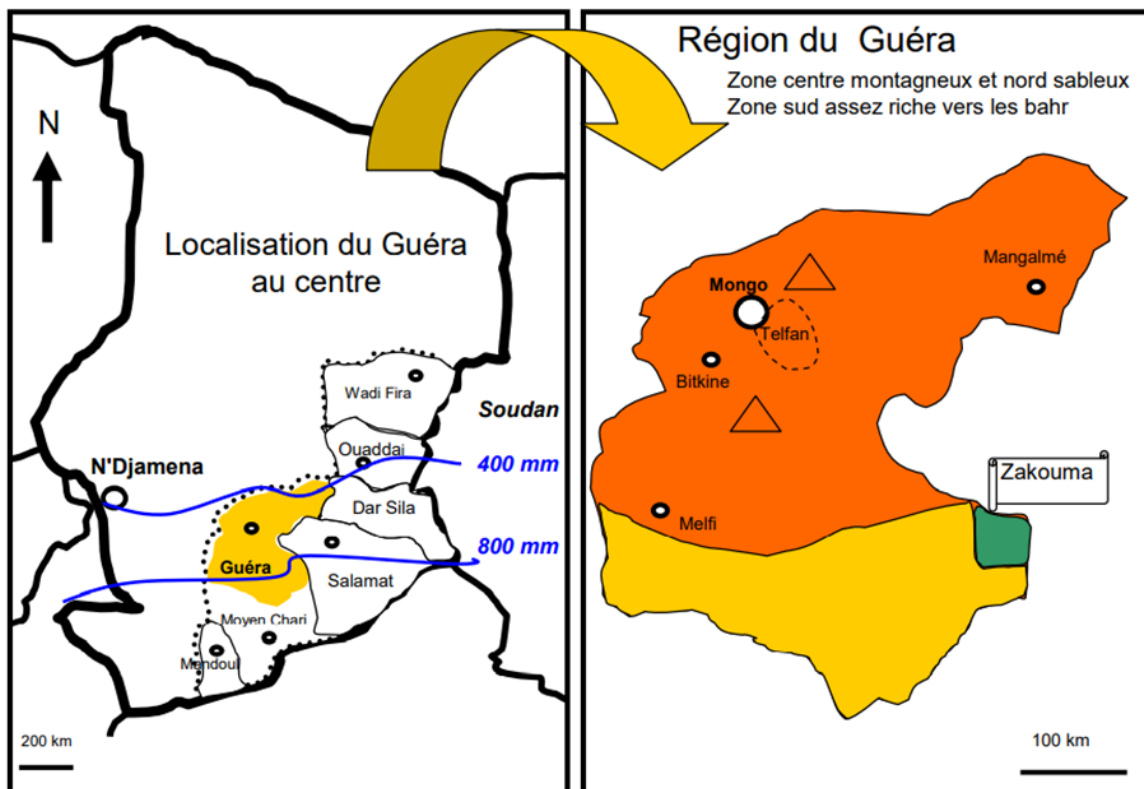
Guéra : une région écologiquement fragile

La Région du Guéra est située dans la zone sahélienne, elle se distingue du Nord désertique et du Sud soudanien par des chaînons de montagnes granitiques et érodées. La partie septentrionale est constituée d'un vaste plateau avec des dépressions de drainage vers le Batha comme on l'observe sur la carte 5 ci-dessous : Une zone marquée par les massifs abrupts, de longs glacis d'érosion, une zone plus arrosée au Sud vers le Bahr Siniaka, où la densité humaine est faible et la troisième zone constitue l'îlot du parc de Zakouma (réserve faunique) et sa périphérie. Il s'agit d'un milieu protégé qui, dans sa périphérie, connaît des tensions sur les ressources naturelles abondantes (zones inondables) liées aux usages anthropiques (défrichage, chasse, pâturages, exploitation de bois, etc.) (Bertrand & Lagnaba, 2011).

La moyenne annuelle de la pluviométrie (station de Mongo, graphique 1) pour la période 1961 à 1990 (excepté les années de troubles 1979-1983) est de 715,3 mm avec un maximum de 1172 mm en 1964 et un minimum de 348 mm en 1984. Sur les 25 années enregistrées, 13 ont connu une pluviométrie inférieure à la moyenne (Baohoutou, 2011). La saison agricole dure de 120 à 175 jours et la pluviométrie constitue une des contraintes pour l'agriculture. En outre, la région ne comporte aucun cours d'eau permanent et les eaux souterraines sont difficiles d'accès dans

certaines endroits. Les eaux souterraines sont très localisées, notamment au pied des montagnes. La plupart des ouvrages traditionnels (puits, puisards) exploitent les nappes superficielles des pieds des montagnes et sont creusés dans les arènes des piedmonts. Les températures élevées et l'évapotranspiration accrue réduisent fortement la quantité d'eau disponible pour les cultures maraîchères, et rendent également difficile le stockage des eaux (mares, barrages collinaires) (FIDA, 1999). À cela s'ajoute le problème de la rétention et de l'infiltration d'eau qui ne favorise pas l'alimentation des plantes et cultures. La sécheresse et l'appauvrissement de la nappe phréatique accentuent la disparition des grands arbres (Touré, Cesaro, Ane, & Duteurtre, 2017).

Carte 5 : La région du Guéra répartie en zone agroécologique

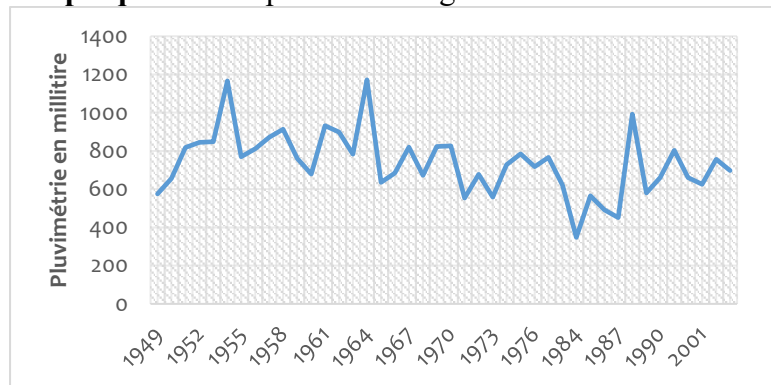


Source : Agence française de développement Tchad

L'insécurité permanente dans la région force la population à concentrer les habitations aux alentours des zones urbaines, ce qui accentue la pression sur les ressources naturelles et les surfaces cultivables. Le défrichage excessif et répétitif, l'utilisation du feu pour la chasse oiseaux granivores et des criquets, et le mouvement des éleveurs nomades y comprise leur descente massive et précoce aggrave la dégradation de la couverture végétale et des ressources agricoles. Cet effet s'observe dans la baisse de la production des cultures et la rareté de certains ligneux (*gommiers Acacia senegalensis, Acacia seyal, Balanites aegyptiaca*) qui présentent un

intérêt économique et nutritionnel déterminant pour la région. Il y a également les parasites (insectes, *Striga*) des cultures qui dégradent les sols et influencent beaucoup la productivité. La gestion de la fertilité pose également des problèmes dans les zones de forte population où la pression foncière ne permet plus une reconstitution de la fertilité par les jachères de durée courte (quelquefois les jachères ne sont plus appliquées). Surtout quand sol est définitivement appauvri, certains agriculteurs sont obligés de mettre en valeur des parcelles loin de leur lieu d'habitation (ce qui cause des problèmes de distance et de sécurité). Outre les conditions écologiques difficiles, le manque de technologie pour l'amélioration de l'agriculture, la force de travail est ralentie par des mauvaises conditions sanitaires et alimentaires. L'élevage sédentaire et/ou transhumant pourrait jouer un rôle important d'épargne de sécurité mais la gestion du terroir est souvent source de conflits (FIDA, 2018).

Graphique 1: Précipitations enregistrées à la station météo de Mongo



Source : Données recueillies à la station météo de Mongo, graphique par l'auteur.

Guéra : Une région politiquement instable

De sa situation géographique, la région du Guéra est une zone relais, le carrefour où se croisaient les razzieurs, des commerçants du Nord-Sud, Est-Ouest se trouvant sur le chemin des razzieurs, précisément les sultanats du Ouaddaï vers l'est et le Kanem et Baguirmi vers le ouest du Tchad. Les Hadjeray ont été beaucoup persécutés (pillages de bétail, récoltes et captifs des hommes) par des razzieurs qui effectuaient deux expéditions par année (Chapelle, 1980). Selon les récits recueillis par Jean Malvac, les attaques étaient souvent atroces, les assaillants incendient les villages et massacrent ceux qui essayaient de résister. Certains se réfugient dans les montagnes pour s'échapper. Raison pour laquelle de nombreux villages étaient installés aux sommets des montagnes dans les grottes. Même après l'arrivée des troupes françaises, les razzieurs du Kanem, en contournant le Chari Baguirmi, devaient passer par le Guéra. Jusqu'à

la colonisation, de nombreux villages étaient cachés dans des montagnes pour des raisons de sécurité contre les bêtes sauvages, et surtout les esclavagistes (Pouillon, 1964).

L'arrivée des colons français en 1906 avait progressivement amoindri l'activité des razzieurs, mais l'introduction du système administratif avait aussi bouleversé l'organisation sociopolitique et culturelle traditionnelle des Hadjeray (Vivien, 2016). La restructuration complète des paysages locaux contraignait les montagnards à déplacer leurs villages dans les plaines pour permettre la surveillance et la collecte des impôts par les administrateurs. Comme le relate Bangoura (2006), à côté des chefs traditionnels, les colons ont créé des chefs de Canton et chefs de villages. Cette recomposition des formes anciennes de pouvoir a eu des répercussions sur les politiques traditionnelles dont la rupture des systèmes traditionnels de limitation de pouvoir, la désacralisation du pouvoir. Les chefs investis par l'administration coloniale devaient accomplir les basses besognes telles que la collecte des impôts et l'enrôlement en vue du travail forcé. Les colons incarnaient l'arbitraire, la violence, l'arrogance et de ce fait, ils étaient contestés par les chefs traditionnels (Bangoura, 2006).

Au Guéra, de nombreux hommes étaient recrutés en fonction de leur statut physique dans l'armée. Parmi eux, un grand nombre a été tué et les rescapés sont aujourd'hui les heureux anciens combattants français du Guéra.¹⁰

Après l'indépendance, l'administration était gérée par les administrateurs tchadiens, ceux qui étaient proches de l'administration coloniale et sensés connaître les règles du jeu.¹¹ L'augmentation considérable de l'impôt de capitation, la majoration de la taxe sur le bétail et surtout les malversations de la part des fonctionnaires en charge, avaient amené progressivement la population à la révolte en 1965. Une première manifestation ouverte et violente des masses paysannes, meurtrières et de grande envergure au Tchad dans le département de Mangalmé (Abbo, 1996), a été une surprise pour le Président Tombalbaye qui l'a réprimée sévèrement. Des milliers d'hommes furent tués et d'autres étaient arrêtés. Cette révolte a donné la perche aux groupes rebelles opportunistes, sous le sigle du FROLINAT, de lancer leurs actions un peu partout sur le territoire tchadien (Buijtenhuijs, 1978). De 1965 à 1975, des rebelles se sont graduellement installés dans la région et ont énormément perturbé la

¹⁰ Il y a une quarantaine d'anciens combattants Hadjeray qui perçoivent par moment leur pension.

¹¹ Selon Bernard Lanne, en partant du Tchad, la France avait laissé le nouveau gouvernement indépendant sur un terrain miné de conflits. Une économie rudimentaire, un secteur agricole disproportionné (dominé par la culture du coton au Sud), un réseau routier inadéquat et impraticable, une administration centralisée avec des ressources humaines peu qualifiées et corrompues... Bref, des dispositions dérisoires, fragiles en instance d'explosion (Lanne 1998).

vie de la population. À partir de 1975, la population était à la merci des groupes militaires et des rebelles (De Bruijn & van Dijk, 2007). En empruntant les termes de Miles (1995), pendant cette période, le gouvernement se limitait à N'Djamena, le Tchad avait un système de « deux États », dont l'un juridique et formel attaché au gouvernement central à N'Djamena, et le second qui comprend le reste du territoire (Nord-Sud) et la population, où les rebelles naviguaient en dehors du contrôle de N'Djamena (Miles, 1995).

La révolte de Mangalmé en 1965 est considérée comme l'origine de la guerre civile et des conflits armés et rébellions au Tchad (Haggar, 2017). C'est pour cela que la population du Guéra est toujours malmenée entre les rebelles et les autorités publiques. De nombreux Hadjeray ont perdu leur vie, leur identité, leurs ressources socio-économiques avec des répercussions négatives sur leur santé et la sécurité alimentaire (Séli, 2013). De plus, il y a une sorte de parallélisme entre l'histoire politique et les crises écologiques, des périodes de sécheresse ont toujours amplifié la souffrance de la population ; notamment entre 1968 et 1973 et entre 1983 et 1985. De nombreux hommes étaient contraints à la migration. Selon le rapport du BCR, le Guéra est l'une des préfectures où l'indice de mobilité résidentielle inter-préfectoral de la population est relativement élevé. Avec un indice d'efficacité de -0,61, le Guéra demeure une zone pourvoyeuse de migrations vers les autres préfectures notamment la ville de N'Djamena (52%) et le Chari Baguirmi (34,1%). La preuve en est de ressortissants du Guéra, surtout des hommes avaient quitté leurs villages à cause des répressions et attaques des rebelles pour s'installer à N'Djamena (Djindil & De Bruijn, 2009).